

Mardi du Quai Voltaire 15 juin 2021

## Transition protéique : vers des régimes végétariens ?

### Note de cadrage

Le thème du Mardi du Quai Voltaire du 15 juin 2021 aborde un sujet qui comprend plusieurs aspects, à commencer par la sécurité alimentaire.

L'accroissement exponentiel de la population humaine, actuellement de 7 milliards, bientôt (fin de siècle) 11 milliards, sans perspective de ralentissement prochain, fait prévoir une tension et peut-être une pénurie alimentaire, les ressources de la planète étant limitées. Or, une grande partie de la production de protéines est actuellement consommée par les animaux d'élevage qui transforment les protéines végétales en productions animales avec une efficacité plus ou moins grande.

La transition protéique consiste donc à réduire la consommation de productions animales au profit de la consommation de protéines végétales, de manière à économiser sur cette ressource qui devient rare. L'évolution des régimes alimentaires est devenue une importante préoccupation de la politique agricole tout comme de santé publique, singulièrement en cette période de pandémie. Les ministères de l'agriculture sont devenus des ministères de l'agriculture *et de l'alimentation*.

Un autre aspect est celui du réchauffement climatique puisque l'élevage d'animaux herbivores est émetteur de méthane, gaz à effet de serre, par l'effet de l'activité microbiologique anaérobie dans le rumen des herbivores. Les plans de transition agro-écologique appellent pour cette raison à réduire l'élevage bovin.

Cette piste soulève un autre débat, qui est celui de l'alimentation des bovins. En effet, les systèmes herbagers sont des puits de carbone qui compensent, éventuellement à 100%, les émissions de méthane. C'est donc plus précisément l'alimentation des bovins en concentrés, notamment en protéines végétales, qui est en cause.

Un autre aspect encore est qu'au Brésil, la forêt tropicale est détruite en partie pour ouvrir des espaces de pâturage à l'élevage bovin et pour étendre la culture du soja. De surcroît, dans les pays tiers, les cultures n'étant pas soumises aux mêmes exigences environnementales et sanitaires qu'en Europe, leur importation génère des distorsions de concurrence dans l'Union européenne.

La France a récemment donné l'occasion d'observer l'actualité politique de la transition protéique, avec les déclarations du maire écologiste de Lyon préconisant des repas sans viande dans les restaurations collectives de sa municipalité. Le ministre de l'agriculture, notre camarade Julien Denormandie (PG00), s'est insurgé contre cette mesure « idéologique » contrariant l'élevage français. Il s'est attiré une réponse de la ministre de la transition écologique lui reprochant d'être en retard d'une époque.

Le Ministère français de l'agriculture et de l'alimentation a récemment publié une [Stratégie protéines végétales](#), qui est une mise à jour de plans similaires plus anciens. La Commission européenne a, pour sa part, publié un rapport sur le sujet en 2018. L'idée générale est de réduire la dépendance française et européenne des

importations de soja, une graine à forte teneur en protéines, provenant principalement des Etats-Unis, du Brésil et de l'Argentine. En France notamment, la pandémie de la COVID 19 a remis à l'ordre du jour la question de la souveraineté alimentaire.

Lors de l'établissement de la Politique agricole commune (PAC), la Communauté économique européenne (CEE, selon la désignation de l'Europe à l'époque) négocia des mesures de protection pour l'agriculture de ses six Etats membres. En échange des droits et « montants compensatoires » protecteurs, la CEE concéda le libre accès à son marché du soja produit aux Etats-Unis. Cette concession paraissait avantageuse étant donné le coût de production plus élevé de protéines végétales en Europe et la demande pour accroître la production d'œufs et de viandes de porcs et de volailles.

Le libre accès du soja fut donc « consolidé » au GATT (organisme précurseur de l'Organisation mondiale du commerce), c'est-à-dire que, selon les règles en vigueur, la CEE accorda le libre accès au soja de toute provenance. Aujourd'hui, le Brésil et, à un moindre degré, l'Argentine ont tendance à supplanter la production des Etats-Unis tandis que le principal importateur du soja n'est plus l'Europe mais la Chine. L'Europe reste néanmoins très dépendante de ses importations.

La Stratégie protéines a pour objectif de développer la filière des protéagineux (ou légumineuses, plantes à forte teneur en protéines) en France. Les défis portent sur la production agricole, car les légumineuses adaptées aux conditions climatiques et agricoles européennes sont moins productives que le soja, donc moins compétitives sur le marché international qui, on l'a dit, est libéralisé au point de générer des distorsions de concurrence. Des « mesures-miroir » sont à l'étude pour imposer les mêmes conditions de production aux importations qu'aux cultures européennes. Le défi porte également sur les processus post-récolte car les légumineuses locales sont plus difficiles à transformer, à stocker et à distribuer. La luzerne par exemple demande beaucoup d'énergie pour être séchée aux fins de conservation.

La Stratégie nationale protéines est axée sur l'investissement plutôt que sur la réforme des systèmes agricoles. Elle vise à soutenir la recherche génétique sur les plantes protéagineuses et l'innovation technologique dans les traitements post-récolte. Elle prête moins d'attention à la promotion des herbages pour économiser l'importation d'aliments protéiques. La Stratégie reflète ainsi une vision « productiviste » de la transition écologique, par opposition à la vision plus écologique soucieuse de réduire les consommations et les pollutions. Cette opposition peut éclairer la récente polémique entre les ministres Denormandie et Pompili.

## **Questions :**

1. Remplacer les protéines animales dans l'alimentation humaine par des protéines végétales ?
  - Quels enjeux mondiaux, européens et français ?
  - Quels enjeux pour la qualité de vie ? (aspects économiques, sociologiques, environnementaux et sanitaires)

2. La transition agroécologique appelle-t-elle une réduction significative de l'élevage ?
  - Si oui, comment ?
  - Quels types d'élevage réduire en priorité ?
3. Quelles évolutions pour les métiers des Agros si l'on veut réduire l'élevage et promouvoir la consommation des légumes secs ?

#### **Pour en débattre :**

- Mme Christine Avelin, directrice générale de [FranceAgriMer](#),
- M. [Eric Birlouez](#) (PG 77), agronome sociologue et auteur, enseignant à AgroParisTech,
- Mme [Marie-Thérèse Bonneau](#), agricultrice, vice-présidente de la Fédération Nationale des Producteurs de Lait.

Animé par un journaliste grand public

#### **Références :**

Commission européenne. Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen

sur le développement des protéines végétales dans l'Union européenne. 22 novembre 2018. [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP\\_18\\_6495](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_18_6495)

FAO [Nourrir la planète de manière durable \(Chronique non datée du directeur de la FAO\)](#)

FranceAgriMer. janvier 2020. Fiche Protéagineux

<https://www.franceagrimer.fr/fam/content/download/63232/document/FICHE%20FILIERE%20PROTEAGINEUX.pdf?version=1>

Les Echos. 23 février 2021. La polémique sur le « menu sans viande » met la majorité sous tension. <https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/ecologie-la-polemique-sur-le-menu-sans-viande-met-la-majorite-sous-tension-1292848>

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation. 1<sup>er</sup> décembre 2020. La stratégie nationale protéines végétales. <https://agriculture.gouv.fr/lancement-de-la-strategie-nationale-en-faveur-du-developpement-des-protéines-vegetales>

UP Magazine 30 mars 2021, Dossier de Fabienne Marion. Alimentation : ces pratiques qu'on ne veut plus en Europe. [https://up-magazine.info/securite-alimentaire-2/securite-alimentaire/85217-alimentation-ces-pratiques-interdites-que-lon-ne-veut-plus-en-europe/?utm\\_source=ActiveCampaign&utm\\_medium=email&utm\\_content=RSS%3AITEM%3ATITLE&utm\\_campaign=ACTION%21+Quotidienne+me-31%2F03](https://up-magazine.info/securite-alimentaire-2/securite-alimentaire/85217-alimentation-ces-pratiques-interdites-que-lon-ne-veut-plus-en-europe/?utm_source=ActiveCampaign&utm_medium=email&utm_content=RSS%3AITEM%3ATITLE&utm_campaign=ACTION%21+Quotidienne+me-31%2F03)